

## Etude du comportement financier de l'épargnant algérien auprès des produits de placement à l'aide d'une ACM

Irma KAAWACH

Doctorante et enseignante à l'EHEC Alger

### Abstract :

*Afin de tirer profit de ses épargnes, une panoplie de modes de placement est mise à la disposition du grand public. Au niveau des banques, des assurances et même des mutualités d'épargne qui proposent des modes de placement attrayants et sécurisés à la fois. Malheureusement l'épargnant algérien reste réticent quand on parle de placement financier, il préfère belle et bien des modes plus informels et moins avantageux pour l'Etat et le tissu économique en général*

*Sachant que le placement de l'épargne dans une Nation, est synonyme de développement d'un patrimoine individuel et collectif. Néanmoins ceci ne dépend pas seulement de l'épargnant, mais aussi des institutions financières et de l'Etat qui modélise l'environnement à fin qu'il soit plus adapté à certain types d'activités financières.*

**Mots-clefs :** Epargne, Placement, comportement financier, profil de l'épargnant algérien

الملخص:

من اجل الاستفادة من مدخراتهم مجموعة متنوعة من وسائل الاستثمار متاحة لعامة الجمهور في المصارف والتأمين وحتى تعاونيات الادخار؛ التي تقترح وضع أساليب جذابة وآمنة في نفس الوقت. للأسف لا يزال المدخر الجزائري يتردد عندما يتعلق الأمر بالاستثمار المالي، بل انه يفضل طرق أقل رسمية وأقل فائدة للدولة والسيح الاقتصادي بشكل عام. علما أن استثمار توفير العائلي في الدولة، هي مرادفة لتطوير الارث الفردي والجماعي. ولكن هذا لا يعتمد فقط على المدخرين ولكن يتعداه للمؤسسات المالية والدولة التي توفر البيئة في نهاية الأمر و التي من شأها ان تكون أكثر ملاءمة لبعض أنواع الأنشطة الاستثمارية.

الكلمات الاستدلالية: توفير، الاستثمار، السلوك المالي، المستثمر الجزائري.

### 1. Introduction

L'analyse des comportements des consommateurs (des épargnants dans notre cas) proposée dans ce travail de recherche part du postulat que les consommateurs basent toujours leurs décisions sur une certaine quantité d'informations. Ces informations sont de deux ordres: internes (expériences de vie, préférences, prédispositions, attitudes, etc.) et externes (nature du produit offert, publicité, environnement, etc.). Le rôle du marketing est d'identifier ses facteurs et d'adapter la politique de l'entité aux besoins.

Ainsi notre objectif sera de détecter ces facteurs qui influencent le comportement de l'épargnant (externe : règlementation, culture, histoire etc.; et internes : motivations, freins, etc.) et d'apporter une ou des réponses à notre questionnement principal relatif aux préférences des épargnants quant au placement de leur épargne.

La théorie néo-classique ne considère pas l'épargne comme un simple résidu de la consommation. Elle serait également le fruit d'un comportement volontaire. Quel que soit le pays où ils se retrouvent, les ménages recourent à l'épargne sous différentes formes et pour des fins diverses. Ils épargnent régulièrement selon leurs flux monétaires. Plusieurs études notent qu'ils auraient tendance à confier leurs économies à des établissements financiers en lesquels ils auraient confiance et où on retrouve des mécanismes d'épargne appropriés qui répondent à leurs véritables besoins. L'épargne est un moyen de réduire leur vulnérabilité en compensant l'irrégularité des revenus. Les besoins

et les raisons d'épargner évoluent selon l'amélioration de la situation financière des ménages, d'où l'importance pour l'Etat de faire preuve de proactivité.

Le choix du moyen et du lieu pour la réalisation de leur épargne est influencé par la capacité des institutions financières existantes sur le marché algérien à répondre à leurs véritables besoins; à savoir : la sécurité, la liquidité, la proximité et la rémunération nette.

Partout au monde, l'expérience démontre que la propension des gens à épargner est en corrélation directe avec les taux d'intérêts offerts et ce, pour tous les épargnants. En améliorant sa situation, la clientèle préfère fructifier son capital, particulièrement pour les dépôts à plus long terme.

Afin de tirer profit de ses épargnes, une panoplie de modes de placement est mise à la disposition du grand public. Au niveau des banques, des assurances et même des mutualités d'épargne qui proposent des modes de placement attrayants et sécurisés à la fois.<sup>1</sup>

L'Algérie éprouve un comportement différent de ses homologues étrangers à l'égard des moyens de placement et surtout des marchés financiers. L'épargne du ménage en Algérie est bien évidemment fonction de ses revenus, mais aussi<sup>2</sup> :

- Des valeurs culturelles qui déterminent le comportement à l'égard de l'argent ;
- Des mécanismes de fonction de revenus et des anticipations sur l'évolution économique ;
- Du système de protection sociale dont bénéficie la population ou certaine de ses catégories.

Au cours du présent écrit notre objectif principal sera d'essayer de mesurer l'attractivité des produits de placement financier auprès des épargnants algériens, et ceci en répondant à un questionnaire central : Est-il possible de modéliser le comportement financier de l'épargnant algérien ? Pour ce faire, dans le présent article il sera procédé à une étude empirique et une analyse du contexte général caractérisé par une épargne informelle importante, tout en considérant le placement financier comme instrument de développement économique et social.

### 1. L'épargne : déterminants et emplois

L'épargne est un acte économique assuré par trois catégories d'agents : *les ménages* (lorsque leur revenu disponible est supérieur à leur consommation), *les entreprises* (dans une définition étroite pour la partie non distribuée de leurs bénéfices, dans une définition plus large selon leur capacité d'autofinancement), *les administrations publiques* (lorsque leurs recettes sont supérieures à leurs dépenses).<sup>3</sup>

L'épargne représente une variable-clé de la croissance économique. En particulier, son égalité *ex ante* avec l'investissement est l'une des conditions de l'équilibre de plein emploi dont deux éléments rendent difficiles l'émergence :

- un élément général : la concurrence exercée par l'achat de biens durables dont la nature est proche de celle de l'épargne mais dont les conséquences s'opposent quant au niveau des dépenses globales ;
- un élément propre à notre pays : la lourde présence de l'Etat sur pratiquement tous les circuits de l'épargne, posant le problème de « l'effet d'éviction ».

En dehors des variables communes à la détermination de la plupart des agrégats économiques (environnement économique général, niveau de l'emploi, valeur de la monnaie sur le marché des changes, démographie...), l'épargne est plus spécifiquement conditionnée par cinq facteurs (la fiscalité-les intérêts-les revenus, le taux d'inflation, le chômage et la démographie), ces facteurs sont plus ou moins contrôlés par les pouvoirs publics qui disposent des moyens pour faire évoluer dans le sens des objectifs généraux fixés à la politique économique.<sup>4</sup>

L'épargne est aussi facteur de ses emplois. Dans une logique pareille les taux d'intérêt pratiqués par les banques, les modes de placement financier ouverts au public, les emprunts bancaires, le taux de participation personnel pour logement, l'actif physique... influencent de loin ou de près le taux d'épargne chez les ménages ainsi que chez les autres acteurs économiques.<sup>5</sup>

L'un des principaux modes de mobilisation de l'épargne sont les marchés financiers. Un mode qui préoccupe de plus en plus les ménages des pays développés. Aujourd'hui, une large proportion du public possède des actions, notamment dans les pays anglo-saxons. Internet a également beaucoup contribué à l'ouverture du monde financier aux particuliers. En leur donnant accès à des outils jusque-là réservés aux professionnels de la finance, il élargit leur champ d'action.

Malgré cela l'épargne des ménages algériens reste fonction de plusieurs facteurs :

- culturels ;
- économiques ;
- et sociaux.

Des facteurs qui gardent l'Algérie loin de toutes les mutations qui se passent sur les marchés internationaux. Une fausse protection de ce dernier, qui réduit l'épargne à une simple somme d'argent destinée à la consommation dans un futur proche. Éliminant ainsi toute possibilité d'exploitation ou de drainage de cette richesse dans les circuits économiques de la nation.

### 2. L'épargne en Algérie

Le montant global de l'épargne des ménages, en Algérie, a atteint 2.000 milliards de DA (environ 27 milliards de dollars), à fin 2011, selon les déclarations du ministère des finances<sup>6</sup>. La CNEP-Banque en détient 40%, soit 800 milliards de DA. Les 60% restantes se partagent entre les caisses des autres banques commerciales.

La question majeure est de savoir quand est-ce que l'épargnant algérien s'intéressera au placement financiers et au marché boursier plutôt qu'à la thésaurisation.

### 2.1. Une culture d'épargne ...

L'épargne des ménages est bien évidemment fonction de leurs revenus, mais aussi :

- Des valeurs culturelles qui déterminent le comportement à l'égard de l'argent ;
- Des mécanismes de fonction de revenus et des anticipations sur l'évolution économique ;
- Du système de protection sociale dont bénéficie la population ou certaine de ses catégories.

Dans son comportement à l'égard de l'épargne, l'Algérien est mû culturellement par sa foi dans le fait que c'est Dieu qui pourvoit à la répartition des richesses, mais que les vicissitudes de la vie sont telles que l'épargne de précaution s'impose à tout un chacun.

L'Algérie colonisée ne connaissait pas les revenus réguliers. A cette époque l'épargne ne remplissait que la fonction de précaution. Elle n'était sous-tendue ni par la motivation de la possession, ni encore moins par celle de la puissance.

L'égalitarisme qui prévaut jusqu'au milieu des années 70, doublé de l'interdiction légale des transactions immobilières, ne pouvait pas ne pas façonner le comportement du citoyen devant la formation des revenus ; comportement largement marqué par la création d'emplois massifs, considérés comme durables dans le secteur public.

On comptait 53% de la population active en 1979-80, avec des revenus qui, sans être élevés en valeur absolue, permettaient d'aspirer à un niveau de vie jamais connu auparavant. Les revenus monétaires procurent un pouvoir d'achat d'autant plus élevé à leurs titulaires que le taux de change est stable, et les prix administrés et même soutenus pour les produits de première nécessité à partir de 1982.

Par ailleurs, l'Algérien n'a même pas besoin de faire l'effort en matière de logement, dès lors que l'Etat se fait fort de lui assurer un toit. Le parc immobilier de bonne tenue laissé par les colons accueille les premiers arrivés et parfois les plus forts. D'un côté, nombre d'Algériens accèdent gratuitement au logement, dans le cadre de l'habitat social, soit des logements de fonction.

Non seulement l'épargne ne constitue pas la voie de la puissance, mais celle-ci est accessible sans épargne<sup>7</sup>.

### 2.2. ... Et un désintérêt pour le placement ?

Le niveau de l'épargne nationale constatée à partir de 2009 ressent une nette amélioration, elle est en grande partie imputable aux augmentations des salaires dans le secteur public, et du SMIG. Entre 2009 et 2011, l'épargne nette est passée de 4 038 375,6 millions de DA à 5 930 543,2 millions de DA soit une évolution de 47%<sup>8</sup>.

Une épargne qui constitue en elle seule une véritable richesse pour notre pays, mais malheureusement, cette richesse n'est guère bien exploitée, ceci est dû au manque flagrant dans les moyens de placement de l'épargne.

Les principaux instruments mobilisateurs de l'épargne longue et à large distribution dans beaucoup de juridictions autres que l'Algérie sont les PEOs et les instruments de retraite. Néanmoins, le marché des capitaux offre des opportunités de lever une épargne additionnelle vers le long terme. Un nombre de nouveaux produits financiers, certains faisant déjà l'objet de réflexions principalement au sein des fédérations professionnelles, sont envisageables au moment présent ou dans un avenir proche.

Le marché financier algérien démontre une faible offre de produits destinés à mobiliser l'épargne longue, et notamment peu d'appels publics à l'épargne et peu de nouvelles introductions d'actions en bourse ou d'émissions obligataires privées. De nouveaux produits proposés pourront remédier à cette situation. Ils visent surtout une augmentation de l'offre de valeurs mobilières afin de mobiliser l'épargne nationale bloquée sous forme d'immobilier au thésaurisée dans la banque ou chez soi.

Les paragraphes suivant nous proposent une étude du comportement de l'épargnant algérien face à son épargne, ceci pour connaître du plus près les produits qui tentent l'épargnant et les modalités d'y parvenir.

## 3. Essai de modalisation du comportement de l'épargnant algérien par l'application du modèle ACM

### 3.1. Méthodologie de la recherche

L'étude du comportement de l'épargnant algérien face aux produits de placement financier est essentiellement une étude de terrain. Elle s'est réalisée en deux étapes relativement dépendantes et profondément complémentaires. La première étape a consisté à faire des recherches bibliographiques sur le sujet de l'épargne et du placement, ainsi que quelques entretiens menés au niveau de différents organismes. C'est à partir des données accueillies durant cette phase de recherche qu'a été élaborée la seconde étape. Celle-ci s'est fondée sur la réalisation d'une enquête composée d'une série de quinze questions différentes mais interdépendantes.

La stratégie adoptée pour mener à bien cette enquête a été d'abord de définir la méthode de sondage. Ensuite, de vérifier si le vocabulaire des questions est adapté par rapport à celui des personnes à interroger et enfin de tester le questionnaire.

Le champ de l'enquête ou population parent, appelé aussi base de sondage, est composé de l'ensemble des unités statistiques appartenant à la population étudiée. Ainsi, la population étudiée, qui dans notre cas se définit dans la population âgée de plus de 18 ans ayant une source de revenu stable.

Un échantillon de trois-cent quarante (340) personnes a été extrait de la population totale, sur un espace géographique délimité par Alger et ses environs. Les contraintes de coût et l'exigence d'efficacité justifient le choix de la taille de l'échantillon. La collecte des données s'est faite par interview directe. Les personnes interrogées ont été choisies à partir des deux critères cités ci-dessus, à savoir l'âge et le revenu.

Les questionnaires ont été lancés à la même date, le 1er mai 2013. La durée effective du recueil des données a été de deux mois. La longueur de la période de la réalisation des questionnaires témoigne des difficultés que nous avons rencontrées sur le terrain. En effet, la passation des questionnaires a été très difficile à cause de la méfiance des répondants vis-à-vis de l'enquête en général. Cette attitude de méfiance a été d'autant plus parquée que l'enquête portait sur leur argent. Pour accéder à l'information, il fallait expliquer les enjeux de notre recherche.

La cueillette des données est faite par le biais de questionnaires complétés, administrés en face à face, par les répondants. La codification est effectuée directement sur le questionnaire, puis les réponses numérisées sont introduites dans un fichier de tableur. Ce fichier est ensuite compilé et analysé à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences) version 20.0.

### 3.2. Discussion des résultats primaires de l'enquête

L'épargne est l'élément déclencheur de tout le processus d'investissement chez les particuliers. Alors la volonté d'épargner chez notre échantillon est de 86,9%, c'est-à-dire 86,9% du nombre totale des interviewés ont répondu par 'oui' à la question 'épargnez-vous?'. Ce comportement d'épargne n'est pas nouveau dans la société algérienne, pour un PIB de 5 388 dollar par habitant (statistiques prévues pour 2014), l'algérien épargne près de 60 000 da par six mois en moyenne, c'est-à-dire 120 000 da par individu par an, un montant relativement important si on le compare à la moyenne des pays du voisinage.

Le taux d'inflation qui s'était maintenu ces dernières années autour de 5,7 et 4,5% a plombé l'épargne officielle (déposée dans les banques, assurances et autres institution financières), Celle-ci est estimée à 27 milliards de dollar, dont plus de 40% est détenu par la caisse nationale d'épargne et de prévoyance la CNEP Banque<sup>9</sup>.

Plus que la moitié des individus de notre échantillon épargnent régulièrement (54%), selon leurs propos ils épargnent une fois par mois, à la réception du salaire mensuel, les 46% restantes peuvent être attribuées aux non salarié, au commerçant et les sans-emplois.

plus que le tiers (39%) des épargnes semestrielles des ménages sont inclus entre 50 000 da et 100 000 da, un chiffre déclaratif, qui ne reflète pas forcément le montant réel épargné (il peut dépasser largement ces montants déclarés), mais qui reste largement supérieur au statistique faite sur la base des épargnes officielles, c'est-à-dire, placées dans les institutions financières, qui rond la réflexion sur l'épargne informelle chose nécessaire, et qui nous amène à poser des questions sur le rôle de l'Etat dans le placement de l'épargne, l'importance de développement des marchés financiers qui contribuent au développement de l'épargne et de l'investissement.

Cette population légèrement aisée, peut être repérée sur le barème des salaires mensuels de notre échantillon. Où on note 43% des individus déclarent un salaire mensuel supérieur ou égal les 60 000da, dont 22% déclare un salaire entre 80 000da et 100 000da, et 10% un salaire supérieur à 100 000da.

La moyenne des salaires de notre échantillon d'étude s'élève à 57 500da par individu par mois, donc près de 700 000da par individu et par an. Un chiffre légèrement supérieur au PIB (538 800 da/an) par individu, un fait qui est expliqué par l'emplacement de la population mère de notre échantillon qui se trouve dans une métropole du pays nommée par un niveau de vie relativement plus important que les autres wilayat du pays.

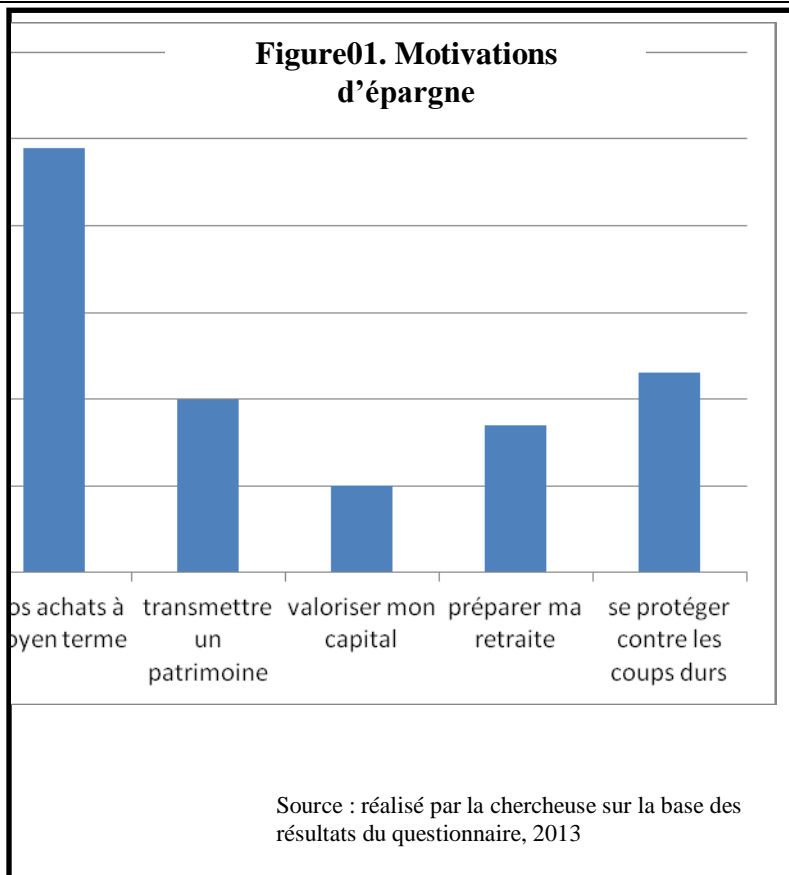
Ces chiffres nous ouvrent la possibilité de calculer le taux d'épargne<sup>10</sup> :

$$\text{Epargne brute} / \text{revenu disponible}$$

Taux de l'épargne=

Dans notre cas d'étude l'épargne brute est égale à 120 000da par an et par individu, et le revenu disponible s'élève à 690 000da par an et par individu, le taux de l'épargne est égale à 17,40%, qui veut dire que 82,60% du revenu disponible est utilisé dans des consommations courante, seul 17,40% reste valable pour une future acquisition d'actifs physique ou des placements financiers.

Avant de poser la question sur les moyens de placement de l'épargne, allant percher dans les motivations profondes qui poussent le ménage algérien à épargner :

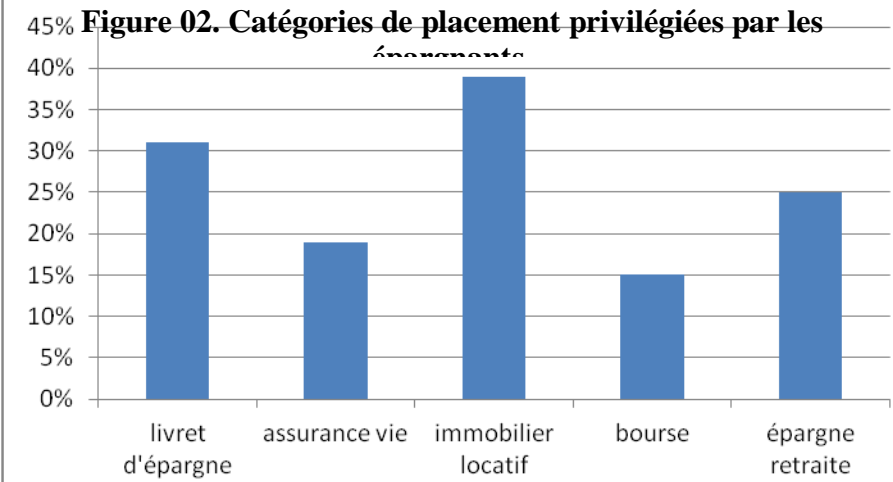


Une évidence qui saute aux yeux dans ce graphique, celle que la motivation prédominante est la *réalisation des achats à moyen terme*, une réalité dure mais existante celle de l'épargne pour le simple motif de consommation et l'absence du sens d'investissement et de prévoyance (valorisation du capital 10% des répondants, transmettre un patrimoine 20% des répondants) chez les ménages algériens.

Ce fait rend la possibilité de placement financier rare dès maintenant, par la simple raison que le placement financier nécessite une patience de la part de l'épargnant pour pouvoir voir ses fruits apparaître (c'est un placement de moyen à long terme), en outre les investisseurs financiers ont pour principales motivations la valorisation du capital à moyen et à long terme ce qui est très faible chez les individus qu'on a interviewé.

Donc pour pouvoir arriver à la forme ultime de l'épargne qui selon Smith est à la cause de l'accumulation du capital contribuant ainsi à l'accumulation des richesses nationales, l'épargnant doit avoir une des trois motivations ; que Marshall a défini dans son étude du comportement de l'épargnant ; la rationalité et la prévoyance, l'investissement humain et le gain issu des placements financiers.<sup>11</sup>

L'étude révèle qu'une minorité n'est pas intéressée par le placement de son épargne face à 80% des individus qui se disent pour le placement de l'épargne.<sup>12</sup>



Source : réalisé par la chercheuse sur la base des résultats du questionnaire, 2013

La tendance des ménages algériens à placer l'épargne dans l'immobilier locatif n'est pas surprenante, selon l'expert financier Lies KERRAR<sup>13</sup>, cette tendance à créer un niveau d'inflation du foncier et des actifs immobiliers. Cette inflation de l'immobilier alimente naturellement l'inflation générale, et cela depuis les années 90<sup>14</sup>. L'absence de culture d'investissement et de culture financière a fait en sorte que les placements financiers tels que la bourse et l'assurance vie (qui reste un moyen privilégié de mobilisation d'épargne dans les pays développés) occupent les derniers rangs dans les catégories de placement, dépassés largement par l'immobilier locatif (39%) et le livret d'épargne (31%). Ce qui met le point sur un phénomène qui ne cesse de se développer nous voulons dire par là l'épargne informelle.

Sur le plan perceptuel les individus placent l'immobilier locatif en première position avec 51% des avis qui prétendent ce moyen de placement comme 'très bon', 18% comme 'assez bon' et 19% disent avoir une image moyennement bonne de cette catégorie de placement.

S'accordant toujours avec les préférences des individus en terme de catégorie de placement, le livret d'épargne acquiert une image très bonne auprès de 36% des interviewés, une image assez bonne auprès de 22% et une image moyenne auprès de 38%.

Quant aux épargnes retraite et épargnes entreprise, ils ont une image moyenne (48%, 46%) par une majorité des individus.

L'image de la bourse est dispersée dans les yeux de notre échantillon. On remarque que 19% la juge très bonne, 19% assez bonne, 26% moyenne, 24% la voit comme assez mauvaise et 12% lui attribuent le critère très mauvaise. Cette incohérence dans les réponses des interviewés laisse de nombreuses conclusions s'émerger :

- La méconnaissance de ce domaine laisse des doutes se former dans la perception des placements boursiers par notre population ;
- L'âge, le genre, CSP<sup>15</sup> et le niveau des revenus influence la perception du placement financier par l'individu.

Quant aux motivations d'épargner, le besoin de compléter les revenus futurs se distingue entre les autres motivations par un taux de 54%. L'épargne de précaution est une réponse logique de la part des ménages algériens pour se rassurer face aux inquiétudes économiques et sociales. Le besoin de compléter les revenus présents et par conséquent le besoin d'indépendance économique préoccupe à son tour 47% de la population interviewée.

Les taux de 17, 16 et 12% sont attribués successivement aux motivations liées au remboursement d'un prêt, la réalisation d'un projet et l'accroissement du capital sans but précis.

Sur les trois catégories de motivation de placement de l'épargne qui sont :

- Construire une réserve ;

- Réaliser un projet ;
- Et accroître son capitale pour le transmettre.

On trouve que la première catégorie de motivations est prédominante dans le cas algérien, cette réserve qui contribuera aux dépenses à la consommation principalement<sup>16</sup>. Ce comportement est dû à une incohérence dans la politique économique du gouvernement. Au lieu d'inciter à l'épargne en augmentant les taux de rémunération et en dynamisant la Bourse d'Alger, il encourage, de fait, la seule consommation et favorise la spéculation immobilière.

**3.3. Essai de modalisation du comportement de l'épargnant algérien par l'application du modèle ACM<sup>17</sup>**

Pour avoir un résultat significatif nous avons récupéré les résultats pour la mise en place d'une ACM qui regroupe les modalités des variables suivantes :

- Les sommes épargnées par les individus ;
- L'horizon, ou l'intervalle de temps souhaité pour placer l'épargne ;
- La proportion de l'épargne que le participant souhaite placée ;
- L'intervalle de risque admis par le participant ;
- Les revenus mensuels ;
- L'âge ;
- La situation familiale et ;
- La profession de l'interviewé.

Comme montre le tableau suivant, nous avons gardé deux dimensions qui représentent à eux seules 102% de l'ensemble de l'information donnée par l'ensemble des huit variables qui ont été introduites, ainsi qu'un *Alpha de Cronbach*<sup>18</sup> de 93% qui est jugé très satisfaisant :

**Tab 01 Mesures de discrimination**

	Dimension		Moyenne
	1	2	
combien estimez-vous votre épargne de 6 mois	,903	,217	,560
quel est votre horizon d'investissement	,321	,924	,623
quelle proportion de votre patrimoine total représente le montant que vous envisagez d'investir	,209	,934	,572
dans quel intervalle accepteriez-vous de voir varier votre capital investis	,555	,836	,695
âge	,993	,333	,663
pro	,561	,198	,379
famille	,601	,302	,451
le montant mensuel de vos revenus	1,233	,521	,877
Total actif	5,376	4,265	4,820

➤ **Dimension 1 : critères sociographiques de l'épargnant**

Elle est très bien corrélée avec :

- Le revenu ;
- L'âge ;
- Montants épargnés ;
- La situation familiale et ;
- La profession.

Ces cinq variables sont dans leur ordre décroissant de corrélation avec l'Axe 1. Donc on peut qualifier l'axe n°1 comme l'ensemble des **critères sociographiques** qui influencent le comportement de placement de l'épargne.

On remarque que les contributions du revenu (123%), l'âge (99,3%) et le montant épargné (90,3%) sont largement supérieur au reste des contributions des autres variables. Ceci dit qu'elles jouent un rôle capital dans la détermination du comportement de placement.

Comme l'on a mentionné précédemment la profession ainsi que la situation familiale sont en parfaite liaison avec des variables comme l'âge et le revenu.

➤ **Dimension 2 : les caractéristiques de placement souhaité**

Elle a comme principales variables :

- La somme qu'envisage l'individu à placer ;
- L'horizon de placement ;
- L'intervalle de risque admis pour le placement.

Ces trois variables représente successivement : 93,4% ; 92,4% et 83,6% de corrélation avec l'Axe 2.

On peut tirer la conclusion suivant : l'Axe 2 englobe **les caractéristiques de placement souhaité**. Et qui unis : la somme, le temps et le risque pris.

La majorité des modalités des variables se concentrent sur un nuage situé dans la sphère haute centrale du diagramme (voir figure 03). Ceci veut dire qu'elles se trouvent entre les valeurs 0 et 2 de chaque dimension.

Les valeurs aberrantes qui se présentent en bas du diagramme ne représentent que 3,82% de notre échantillon. Ces valeurs peuvent être expliquées par deux raisons. La première source est les fausses déclarations de la part des interviewés. La seconde serait une population marginale qui se caractérise par ses forts revenus et son goût particulier pour les hauts niveaux de risque en ce qui concerne les placements des épargnes.

Notant aussi que ces valeurs disperser vers le bas du diagramme, peuvent être celles des commerçants qui ont un revenu supérieur à 100 000 DA, qui sont prêts à placer entre 50% et 75% et plus de leur patrimoine, avec un risque qui varie entre -30% et +50% et cela pour une durée supérieur ou égale à 10 ans. Cette catégorie de personnes interrogées ne correspond pas à un pourcentage significatif de la population totale comme nous allons voir dans les paragraphes suivants.

L'ensemble de l'échantillon se situe sur deux nuages caractérisés comme suit :

➤ **Le nuage 1** : se situe à gauche du diagramme, il représente des coordonnées négatives pour l'Axe 1 et positives pour l'Axe 2. Les caractéristiques de ce nuage sont :

- Un revenu moyen à élever,
- Un âge de 35 et moins,
- Une épargne de 50 000 et plus,
- Les cadres et les professionnels libéraux sont les deux CSP les plus répondus dans ce segment,
- Ils sont prêt à placer jusqu'à 50% de leur capital dans ce segment et,
- Ils acceptent un taux de risque moyen, pour une durée de placement qui peut aller jusqu'à dix ans.

Ce segment représente une catégorie d'investisseurs modérés, et ils représentent près de la moitié de la taille de l'échantillon.

➤ **Le nuage 2** : se situe à droite du diagramme, il représente des coordonnées positives pour l'Axe 1 et négatives pour l'Axe 2. Les caractéristiques de ce segment de l'échantillon sont :

- Un revenu moyen à faible,
- Un âge entre 35 et 65,
- Une épargne de 50 000 DA pour les 6 mois,
- Les retraités et les sans-emploi sont les deux CSP les plus fréquentes,

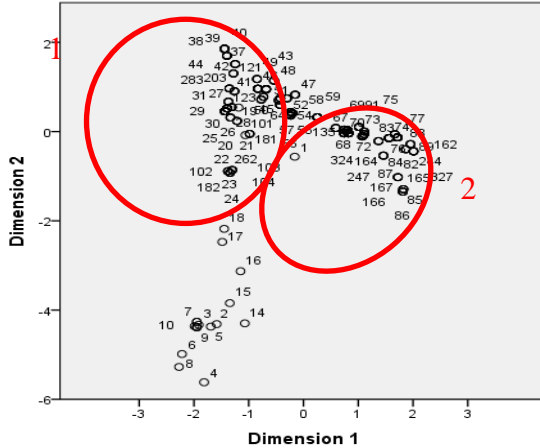


- Les individus qui font partie de ce segment sont prêts à placer jusqu'à 30% de leur épargne,
- Et ils acceptent un taux de risque faible, pour une durée de placement courte.

Ce segment de l'échantillon représente alors une catégorie prudente envers les placements.

Figure 3.

Points des objets étiquetés par Nombres d'observations



Normalisation principale de la variable.

Le comportement de placement de l'épargne chez l'épargnant Algérois est un processus complexe. Dont on remarque l'intervention de plusieurs facteurs externes et internes qui, par le biais de l'ACM, nous pourrions désormais regrouper en deux grandes familles, à savoir : les critères sociographique de nos épargnants et les critères techniques du mode de placement soumise par ce dernier. Afin que les produits de placement proposés, soient réussis sur le marché, les établissements financiers auront l'obligation d'adapter leurs produits sur la base des facteurs susmentionnés.

Pour conclure ce travail, nous vous proposons le profil de l'épargnant algérois. Nous souhaiterons, à travers cet essai, de modéliser et non pas stéréotyper.

- ✓ **L'épargnant algérois :** c'est un investisseur prudent à modéré, il préfère les placements sécuritaires à ceux plus risqués et n'est pas à l'aise si leur valeur fluctue. Il est embarrassé par son situation financière et personnelle (âge, situation familiale, etc.) ce qui ne lui permet pas de perdre l'argent qu'il vient d'investir.

Ses placements pourraient être presque entièrement constitués de certificats de placement garanti, d'épargne retraite, d'épargne d'entreprise, de compte d'épargne avec un taux d'intérêt faible etc. Le risque d'obtenir des rendements modestes compte tenu des placements choisis. L'important pour lui sera de commencer à épargner le plus tôt possible pour compenser.

4. Conclusion

L'étude du comportement de l'épargnant algérois n'a été possible que par le recours aux entretiens de recherche. Ces questionnaires entrent dans le cadre d'une approche dite à micro-échelle où les personnes enquêtées sont mises à contribution et participent activement à la production des informations. Trois raisons essentielles justifient la nécessité fondamentale des questionnaires de recherche de cette étude.

La première, comme nous l'avons développé dans les premiers paragraphes de cet écrit, est que les théories économiques explicatives de l'épargne ne se sont pas particulièrement préoccupées des motivations profondes de son placement.

La seconde raison, plus ou moins liée à la première, est qu'il n'existe que très peu d'études sur le comportement de l'épargnant algérien quant à ses fonds. L'éventail des contributions qui s'y intéressent s'attachent à évoquer certains des aspects du comportement de l'épargne des ménages algériens, en particulier les déterminants de ce comportement. Les autres éléments, tel que le placement de cette épargne, étant totalement relégués au second plan.

La dernière raison tient au principal avantage que procurent les études sur le comportement. En effet, les questionnaires sur le comportement permettent ainsi de saisir des comportements, des relations, des activités et de construire les logiques qui leur sont liées.

L'épargnant algérois s'intéresse aux placements financiers. En effet huit ménages sur dix effectuent des placements financiers ; le livret d'épargne étant le placement financier le plus fréquemment utilisé par les ménages. Ce recours aux produits financiers est déterminé par l'âge, le type de travail et le volume des revenus.

Le désir de réaliser de gros achats à moyen terme est la principale motivation de la construction d'une épargne par les ménages algérois. Elle permet au ménage de se protéger contre l'effet de l'inflation sur leurs fonds.

L'analyse des questions relatives au placement boursier a confirmé l'immense fossé existant entre le marché algérien et les pays occidentaux dans ce domaine. Seul 15% des populations interviewées était favorable pour un placement boursier. Les causes de cette abstinence, comme nous venons de voir dans le quatrième paragraphe, sont nombreuses.

En effet, non pas seulement la culture de placement de l'épargnant algérien qui définit son comportement face à un produit de placements d'épargne, plusieurs éléments peignent l'image dans notre cas de figure, essentiellement des éléments liés à l'intermédiaire financier lui-même, à l'enivrement politico-légale ainsi qu'à la politique économique du pays. Et nous retiendrons que le comportement de l'épargnant face aux produits de placement n'est pas seulement l'objet de la culture financière de l'épargnant, mais plutôt une résultante d'un environnement qui, par son tour, façonne un individu favorable pour ce genre de placement ou bien défavorable.

Ainsi, le comportement de placement de l'épargne peut être redressé par la mise en place de nombreux dispositifs menés simultanément par l'Etat ; à l'échelle de la stabilité du macro-environnement, des mesures réglementaires et de la supervision des activités financières ; et par les institutions financières ; par la création de nouveaux produits, l'établissement d'une relation de confiance et d'un climat professionnel avec l'épargnant.

#### Bibliographie

1. ALPESH P. traduction ROSTAN J-L., Le guide du Net-Trading, Ed Pearson Education, Paris, 2001.
2. ALLEGRET J-P., monnaies, finance et mondialisation, Ed Vuibert, Paris, 3e édition, 2008.
3. ALLEGRET J-P. et COURBIS B., Monnaie et financement, Ed Vuibert, Paris, 2000.
4. BABA-AHMAD, (M), L'Algérie, diagnostic d'un non-développement, Paris, Ed. L'Harmattan, 1999.
5. BELLETANTE B., La bourse : Temple de la spéculation ou marché financier?, 5e éd, Ed Hatier, Paris, 1991.
6. BERNARD J-J. et GANTHIER J-C., Introduction au marché bancaire des particuliers et des professionnels, Ed Revue Banque, Paris, 2002.
7. BOUMGHAR M-Y., *liberté financière et épargne des ménages : quel(s) lien(s), document de recherche*, CREAD, novembre 2010.
8. DEING S-A., *Epargne crédit et migration, le comportement financier des migrants maliens et sénégalais en France*, thèse pour l'obtention de doctorat en sciences économiques, Université Lumière Lyon 2, Ecole doctorale des sciences économiques, Lyon, 2000.
9. DELAPLACE M., Monnaie et financement de l'économie, 3e édition, Ed Dunod, Paris, 2009.
10. DUSOULIER P-A., Guide complet du Forex: Investir et gagner sur le marché des devises, Ed Maxima, Paris, 2009.
11. ELDER A. traduit DUBLANC A., comment vivre du trading, Ed Valor, Paris, 2001.
12. GITMAN L., JOEHNK M., DESMULIERS G., HERBIN F., JOKUNG O. et LANGLOIS G., Investissement et marchés financiers, Paris, Ed Pearson Education, 9e édition, 2005.
13. GOUX J-F., Macroéconomie monétaire et financière, théories, instrument, politiques ; Paris, Ed Economica, 6e édition, 2011.
14. HASSAM F. ; Vingt ans de réformes libérales, 1986-2004, le chemin d'une croissance retrouvée ; Ed. L'Economiste, Alger, 2005.
15. Institut du financement du développement du Maghreb Arabe, *Epargne et développement dans les pays du Maghreb*, actes du séminaire organisé par l'Institut de financement du développement du Maghreb Arabe en collaboration avec l'US-AID, du 16 au 19 mai 1989 à Tunis, Ed Institut du financement du développement du Maghreb Arabe, Tunis, 1990.
16. LEHMANN P-J., Bourse et marchés financiers, 3e éd, Ed Dunod, Paris, 2008.
17. LEHMANN P-J., Les circuits financiers, Paris, Ed Dalloz, 2e édition, 1989.
18. MOSCA P., Placer son argent en bourse : le guide de l'épargne, Ed D'Organisation, Paris, 2002.
19. NGUYEN P., Investissements évaluation d'actifs et gestion du risque, Ed Economica, Paris, 2000.

20. PEYRARD J., La Bourse, 8e éd, Ed Vuibert, Paris, 1999.
21. TENDRON R., Que faire pour tirer parti de mes économies ?, Paris, Ed Denoël, 1989.
22. VUYLSTEKE C., DEBBARH Y. et HOUTI J., *Étude sur la promotion de l'épargne privée à long terme au Maroc*, BEI : Fonds Fiduciaire de la FEMIP, Rabat, Mai 2007.

<sup>1</sup>GITMAN L., JOEHNK M., DESMULIERS G., HERBIN F., JOKUNG O. et LANGLOIS G., *Investissement et marchés financiers*, Paris, Ed Pearson Education, 9<sup>e</sup> édition, 2005, P.P 1-2.

<sup>2</sup>BABA-AHMAD, (M), *L'Algérie, diagnostic d'un non-développement*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1999, P.P 294-296

<sup>3</sup>GOUX J-F., *Macroéconomie monétaire et financière, théories, instrument, politiques* ; Paris, Ed Economica, 6<sup>e</sup> édition, 2011, P 120.

<sup>4</sup>LEHMANN P-J., *Les circuits financiers*, Paris, Ed Dalloz, 2<sup>e</sup> édition, 1989, P.P 73-74.

<sup>5</sup>GOUX J-F, op.cit. , P 124.

<sup>6</sup><http://www.mf.gov.dz/24/09/13 20:07>

<sup>7</sup>BABA-AHMAD, op. cit., P.P 294-296

<sup>8</sup>Données ONS, Juin 2013.

<sup>9</sup>M-Y BOUMGHAR, *liberté financière et épargne des ménages : quel(s) lien(s)*, document de recherche, CREAD, novembre 2010.

<sup>10</sup>J-F GOUX, Op.cit. P110

<sup>11</sup>J-F GOUX, Op.cit. P112-122.

<sup>12</sup>

<sup>13</sup>Président du cabinet d'expertise financière Humilis Finances.

<sup>14</sup>[www.algerie-dz.com/forums/archive/index.php/t-247806.html 30/08/13 22:51](http://www.algerie-dz.com/forums/archive/index.php/t-247806.html 30/08/13 22:51)

<sup>15</sup>Classe Socio-Professionnelle

<sup>16</sup>Voir supra.

<sup>17</sup>ACM=Analyse des correspondances multiples

<sup>18</sup>C'est un coefficient qui mesure la cohérence entre les questions d'une même étude. Il est jugé satisfaisant à partir de 70%.